

18 mai 1995, Montréal

Allocution devant la FTQ

Monsieur le président, Monsieur le maire,

C'est bizarre, j'ai eu l'impression ces derniers jours que vous vouliez m'entendre dire une chose: j'aime Montréal ».

Je dis « c'est bizarre », parce que pour moi, ça va sans dire. En un sens j'ai grandi avec Montréal et j'ai passé une bonne partie de ma vie professionnelle à faire des choses qui contribuent à son développement, de la Caisse de dépôt jusqu'aux REA. Mais ces dernières années, il faut bien le dire, nous, les Montréalais, avons encaissé une récession corrosive pour l'emploi et pour le tissu social de la métropole. En quatre ans, de 1988 à 1992, l'île de Montréal a perdu 90 000 emplois et l'investissement a chuté de 33 %. Vous le savez comme moi, c'est dévastateur.

J'étais dans l'opposition pendant cette période et je rageais de voir que le gouvernement n'avait rien prévu pour compenser au moins partiellement ce ralentissement économique par le lancement de travaux par ailleurs essentiels. Ça ne se reproduira pas. Mon gouvernement s'affaire à constituer une banque de projets. Lorsque la prochaine phase de ralentissement économique sera aux portes de Montréal, nous disposerons en quelque sorte d'un filet de sûreté.

Mais entre temps, nous avons toute une côte à remonter. Même si la récession est terminée, ça ne va pas bien, dans la Métropole. Ça ne va pas bien, mais au moins ça va un peu mieux. On assiste sur le territoire de la CUM à la plus forte poussée d'emploi depuis 1987. Vous me direz: la barre n'était pas haute. C'est vrai. Notons quand même qu'au dernier semestre de 1994, il y avait 20 000 emplois de plus que l'année précédente. Et il faut se réjouir du fait que les premiers mois de 1995 confirment cette tendance. L'emploi va mieux, les entreprises aussi, dont les profits ont grimpé de 70 % au cours du dernier semestre de 1994 ce qui relance, enfin, les investissements. Le tourisme est en nette croissance. Depuis septembre dernier, une vingtaine d'entreprises étrangères se sont implantées à Montréal, dont Kehpri, Sural, Raychem, Micro Craft, et Tosaf Compounds, pour n'en nommer que quelques-unes. Je cite ces exemples pour dire qu'il y a comme un décalage entre la réalité de l'économie montréalaise, qui se remet en marche et le climat de l'économie montréalaise qui souffre d'un genre de sinistrose peut-être compréhensible mais qui n'est pas de nature à entretenir la petite flamme de la relance.

Moi je la trouve précieuse, cette petite flamme, et je vais m'employer à ce qu'elle se propage. Ce léger mieux doit nous permettre de faire beaucoup mieux. Quel est le rôle du gouvernement du Québec face à la relance de la métropole? Il est double: général et particulier. Vous le savez, 45 % de la population du Québec réside dans un rayon de 45 km du coin Peel et Ste-Catherine. Alors c'est bien simple: si nous ne réussissons pas à faire redécoller l'économie de Montréal, nous ne réussirons pas à faire redécoller l'économie du Québec. C'est une tautologie.

Donc tout ce qu'on fait, pour créer une véritable culture de la formation de la main-d'œuvre,

pour lutter contre le décrochage en revalorisant l'apprentissage professionnel à l'école, doit aider Montréal. Nos programmes de relance de la construction résidentielle, d'aide à l'achat d'un premier logement, doivent aider Montréal, de même que la vigueur nouvelle que nous mettons dans la construction de logements sociaux. C'est ici qu'on trouve la plus grande concentration de pauvreté au Québec. Notre effort pour les groupes communautaires, plus important que celui de tous les gouvernements précédents, aura son impact le plus grand ici. C'est vrai aussi de la perception automatique des pensions alimentaires, qui permettra à des dizaines de milliers de familles monoparentales de la métropole de vivre dans la dignité. Pour l'emploi, le programme de démarrage de petites entreprises, le Plan Paillé, qui est le meilleur programme de création d'emploi toutes catégories, a créé sur l'Île de Montréal 1 175 entreprises, généré plus de 100 000 000 d'investissement et procurera de l'emploi à 7 300 montréalaises et montréalais. 7 000, pour un seul programme, c'est pas mal. Je pourrais continuer cette liste: nous avons pris 125 engagements électoraux pour l'ensemble du Québec et, après huit mois, nous en avons déjà réalisé la moitié. Laissez-moi donner un seul autre exemple: la principale campagne publicitaire ponctuelle du gouvernement du Québec actuellement, c'est la campagne de rapprochement interculturel. Vous avez vu: « les yeux en amande, le cœur québécois ». Est-ce que la population de Montréal se sent particulièrement concernée par cette campagne? J'espère bien !

Il y a ensuite les initiatives que nous concevons pour qu'elles s'adaptent à chaque coin du Québec. On a par exemple un peu de mal à estimer le nombre d'emplois qui seront générés par l'ensemble des investissements du ministère des transports dans la région métropolitaine d'ici deux ans: près de 1 000 000 000 \$. Vous savez aussi que M. Chevrette est en train de négocier un nouveau pacte fiscal avec les municipalités du Québec, pour enfin se sortir du guêpier de la réforme Ryan, qui a plongé Montréal dans une crise fiscale sans précédent.

Or, il se trouve que la situation que vit Montréal, sa problématique de ville centre face à la couronne, constitue, de loin, l'équation la plus difficile et la plus importante au Québec, en matière de fiscalité municipale. C'est celle qu'il nous faut résoudre, c'est la clé de tout le reste. M. Chevrette oriente donc toute la discussion du pacte fiscal autour de ce concept éminemment montréalais.

En attendant ce nouveau pacte, il faut constater que nulle part la réforme Ryan ne fut plus néfaste qu'à Montréal. C'est pourquoi nous avons dégagé pour Montréal 50 000 000 \$ cette année. Nous ne l'avons fait pour aucune autre ville. Tout cela étant dit, la région métropolitaine de Montréal est à plusieurs égards inclassable, la concentration de sa population, la richesse de ses champs d'intérêt, la multiplicité de ses structures et de ses élus, la complexité des rapports entre eux, l'histoire de la métropole et sa vocation, ou plutôt ses vocations, la mette dans une classe à part. La métropole n'est ni une ville, ni une région québécoise comme les autres.

Vous le savez, ce n'est pas le gouvernement du Québec qui s'oppose aux concepts de statut particulier ou de société distincte. Je pense qu'à plusieurs égards nous devons concrétiser, ensemble, la spécificité montréalaise. Et ce doit être vrai aussi dans l'organisation du pouvoir public, dans le traitement accordé à Montréal par le gouvernement québécois. La situation du transport en commun doit nous servir d'exemple. Depuis 1992, vous, de la

Chambre de Commerce, réclamez avec raison la création d'un organisme régional de transport doté d'un cadre institutionnel et financier taillé sur mesure pour la métropole. Un organisme apte à assurer un financement stable et à long terme, grâce à des sources de financement spécifiques perçues dans la région.

Nous allons créer cet instrument au cours des mois qui viennent. Notre premier choix, toujours, serait d'entériner une formule venant des élus de la région métropolitaine. Si une telle formule voyait le jour, ces élus devraient non seulement recevoir le fruit de certains leviers fiscaux spécifiques, comme c'est le cas actuellement pour l'immatriculation, mais être en mesure d'en faire varier le niveau. Ce pas n'a jamais été franchi jusqu'à maintenant. Nous ne craignons pas de le franchir.

L'absence actuelle d'une entente entre les élus ne doit cependant pas priver les citoyens de la métropole d'un organisme de coordination des transports. D'ici peu, le ministre des Transports, M. Jacques Léonard, déposera à l'Assemblée nationale un projet de loi créant une Agence de transport, dont le conseil d'administration sera formé de représentants de la région.

Cette notion d'autonomie, en certains cas de la métropole, en d'autres cas de la ville de Montréal, doit s'étendre à d'autres secteurs. Par exemple, la Société d'habitation du Québec fera parvenir à la Ville de Montréal, d'ici un mois, un projet d'entente désignant la Ville comme mandataire de la SHQ sur son territoire, pour le programme achat rénovation. En matière économique, la métropole est à nulle autre pareille et mon gouvernement entend agir en conséquence. Pour l'aider à préparer son budget, votre Chambre de commerce a présenté au ministre Campeau, il y a deux mois, un mémoire intitulé: Un choix stratégique: Investir dans la recherche et le développement industriel. Vous y faisiez un certain nombre de recommandations.

Aider la recherche et le développement, c'est une bonne idée en principe. C'est une bonne idée aussi en pratique, parce que vous et moi savons que la métropole, et c'est tout à son honneur, concentre sur son territoire une extraordinaire proportion de la recherche et du développement au Québec. Presque les deux tiers des publications scientifiques se font à Montréal. Et laissez-moi vous donner la proportion des dépenses en recherche et développement québécoises faites ici, dans la métropole, par les bureaux d'ingénieurs: 93 %. Par les services publics, notamment grâce à Hydro Québec: 93 %. Par les fabricants de matériel électronique? 95 % De transport? 96 % Par l'industrie pharmaceutique? 99 %. Nous sommes pleinement conscients que chaque dollar investi dans la recherche et le développement, est un dollar investi principalement dans la métropole. Et c'est pour nous une puissante incitation à bouger en cette direction.

Vous nous avez demandé de confirmer les crédits d'impôts, l'action d'Innovatech Montréal, et le Fonds de l'autoroute de l'information. Nous l'avons fait. Vous nous avez dit, et je vous cite: «Le niveau actuel d'investissement public dans la recherche-développement industrielle doit être au moins maintenu, et préférablement augmenté judicieusement.» Augmenté judicieusement, bien sûr, mais la timidité ne paie pas en ces matières. Nous avons donc investi 80 000 000 \$ supplémentaires sur cinq ans dans deux nouvelles initiatives: un Programme de soutien des transferts de technologie vers les petites et moyennes entreprises, et un Fonds des priorités gouvernementales en science et technologie. Qu'on se

le tienne pour dit: les cerveaux des Montréalaises et des Montréalais constituent probablement la ressource naturelle la plus importante au Québec. Nous allons tout mettre en œuvre pour qu'ils fonctionnent à plein régime.

C'est pourquoi j'ai créé un Centre de gestion des projets, au conseil exécutif, qui agit un peu comme un serrurier qui ouvre les dernières portes closes. Il s'agit d'une équipe très légère. Mais, c'est étrange, lorsque les dernières commandes viennent du bureau du premier ministre, il y a des verrous qui sautent plus facilement... Allez savoir pourquoi... Grâce, notamment, à l'action de ce Centre de gestion, les projets de Falconbridge et de Troilus, en Abitibi et dans le Grand Nord, comme celui de la réouverture de l'usine Donohue, à Matane, et plusieurs autres, ont pu aboutir.

Ce Centre de gestion travaille aussi sur une série de dossiers montréalais, mais il me semble que la problématique de la métropole exige, là aussi, un statut particulier. Je viens donc de demander que soit créée, ici à Montréal, une antenne de ce Centre de projet, dans les locaux et sous la direction politique de mon délégué régional, M. Camille Laurin. Le Centre devra recenser, prioriser et assurer le suivi des dossiers d'investissements publics majeurs pour la grande région métropolitaine ainsi que poursuivre le suivi des projets privés répertoriés. Ce sera en quelque sorte le prolongement de mon bureau, en permanence à Montréal, et en lien constant avec les directeurs de cabinet des ministres de l'industrie, de la culture, de la santé, de l'éducation, des transports et des affaires municipales.

Les intervenants montréalais pourront donc avoir immédiatement accès, sur place, aux autorités politiques et gouvernementales susceptibles de faire avancer leurs dossiers. Nous établissons cette cellule en collaboration avec les autorités municipales de l'île de Montréal. Elle sera en opération avant le défilé de la Saint-Jean. Et comme je viendrai marcher avec vous, ce sera une bonne occasion de s'en reparler. La métropole est aussi, de très loin, notre principale porte sur le monde, et nous devons faire en sorte que cette porte soit toujours plus grande, et toujours plus ouverte.

C'est vrai en économie, bien sûr, et je vous ai cité tout à l'heure des exemples de compagnies étrangères installées dans la région depuis quelques mois. Plusieurs nouvelles organisations internationales ont aussi pris racine à Montréal ces derniers mois: le Centre international pour la prévention de la criminalité, l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires, le Conseil francophone de la chanson, et plusieurs autres. Mon gouvernement compte reconnaître d'ici, par accord, cinq autres organisations internationales non-gouvernementales. La métropole est l'interface principale du Québec avec le reste de la planète. Nous comptons constamment, avec vous, l'améliorer.

Montréal est aussi notre principal lieu de création et de consommation culturelles et notre principale base d'exportation. Nombre de créateurs montréalais marquent les courants culturels internationaux. À l'étranger, on s'inspire désormais de Gilles Maheu et de la compagnie Carbone 14, du chorégraphe Edouard Lock et de ses danseurs, sans compter les innombrables succès remportés par le Théâtre des Deux-Mondes, qui coproduit avec l'Afrique, et les ambassadeurs montréalais par excellence que sont les musiciens de l'Orchestre symphonique de Montréal, les danseurs des Grands Ballets, et les artistes du Cirque du Soleil.

En un mot, c'est beaucoup Montréal qui fait l'image du Québec à l'étranger.

C'est pourquoi le gros de l'investissement privé et public en culture et communication est à Montréal, et c'est bien ainsi. En crédits d'impôt seulement, l'an dernier, les maisons de production de cinéma et de télévision, presque toutes montréalaises, ont touché 40 000 000 \$. C'est pourquoi aussi la majorité des organismes et sociétés d'État québécois relevant de la Culture et des Communications ont pignon sur rue à Montréal, et c'est bien ainsi. Ces derniers mois, nous avons tout mis en œuvre pour régler des dossiers montréalais qui traînaient depuis trop longtemps: l'Institut de l'image et du son, la Cinémathèque québécoise, le Théâtre du Nouveau Monde. En quelques mois, sur ces seuls dossiers, 25 000 000 \$ ont été débloqués. Et nous travaillons activement sur plusieurs autres dossiers culturels majeurs pour la métropole dont j'espère l'aboutissement sous peu.

Je vous fais remarquer au passage que nous faisons ces investissements tout en suivant votre conseil pressant de « réduire de façon drastique le déficit ». Pour la première fois en 25 ans, nous avons gelé les dépenses de programmes, et d'un coup, à notre premier budget, nous réduisons d'un tiers le déficit québécois.

Le temps passe et j'aimerais vous parler aussi du Cégep francophone dans l'Ouest de l'île, des projets du ministre des Transports pour les grands équipements à Montréal. M. Léonard en est à la dernière étape préalable à la prise de décision en ce qui concerne le réseau des trains de banlieue, le prolongement du métro, l'utilisation de l'estacade du pont Champlain. Je m'en voudrais de ne pas vous parler aussi du grand redéploiement qui est en cours dans le domaine de la santé, à Montréal et ailleurs. Des rééquilibrages sont nécessaires, vous le savez, et ils sont faits sous l'égide des Régies régionales de la santé et dans le respect de leurs choix. Des fermetures d'hôpitaux, oui, il en faudra. Mais du même coup, on pourra ouvrir 2 000 places dans le réseau de soins de longue durée à Montréal, ce qui répondra aux besoins du nombre croissant de nos aînés.

Dans l'ensemble, Montréal est certes appelée à fournir un effort important, mais cet effort demeure équitable en regard de l'ampleur, de la nature et de la variété des ressources qui s'y trouvent. Je ne citerai qu'un chiffre: près de 40 % de la masse salariale des médecins est concentrée sur l'île de Montréal même, alors qu'elle ne compte que 26 % de la population québécoise.

Ce décalage est très largement justifié, car il traduit la présence, à Montréal, de 70 % de la recherche universitaire en santé. Il traduit aussi le fait que Montréal est et doit rester le cœur de la recherche biomédicale, des soins ultraspécialisés, avec au moins 60% de tous les services de santé tertiaires au Québec et de la formation professionnelle en santé. L'annonce récente de la création de véritables centres hospitaliers universitaires à Montréal va d'ailleurs mieux structurer l'action dans ce secteur.

J'aimerais encore vous parler de l'investissement supplémentaire de 15 000 000 \$ dont nous discutons pour la poursuite de la revalorisation du Vieux-Montréal, et de bien d'autres choses encore, mais il me faut maintenant conclure, sur un sujet important et, disons- le tout net, un peu empoisonnant.

Je veux parler de la rivalité entre Montréal et Québec. Elle est séculaire, bien sûr. Elle a même des relents de péché originel. Elle connaît des périodes feutrées, puis des périodes plus vives, plus agressives, comme celle qu'on vit en ce moment.

En ma double qualité de citoyen montréalais mais temporairement installé, de par mes fonctions de premier ministre, à Québec, je me trouve en quelque sorte sur la ligne de front. Je vous avoue qu'il ne m'est jamais venu à l'esprit de comparer Montréal avec Québec. Ces deux villes, ces deux vocations, ces deux tempéraments, ces deux façons d'être, ne sont pas de même nature.

Toronto ne se compare pas avec Ottawa, mais avec Chicago. New York n'a pas de rivalité avec Washington, mais se mesure à Londres ou à Paris. Quand Montréal se compare, elle doit se comparer, elle aussi, aux grandes villes internationales. C'est ici qu'a eu lieu, il y a quatre ans, le sommet des grandes villes du monde. Montréal est la seule ville d'Amérique, avec New York, à héberger un organisme de l'ONU, l'OACI, dont nous sommes en train de reconstruire le siège. Et vous collaborez avec Shanghai, Lyon, Boston, Moscou, pas avec Brasilia ou Bonn. Pourtant il y a depuis quelque temps, dans certains quartiers, des réflexes, je vous le dis franchement, de chiffonniers, en réaction à l'action du gouvernement envers la ville et la région de Québec. Des réflexes sans commune mesure avec l'importance des actions ou des sommes en cause.

Montréal est la métropole de tous les Québécois, et chacun a intérêt à ce qu'elle soit dynamique et prospère. Québec est la capitale nationale de tous les Québécois, et chacun devrait se réjouir qu'elle ait, enfin, les moyens de sa vocation. Si au référendum les Québécois, comme ils nous le disent dans des sondages récents, appuient majoritairement le projet souverainiste, Québec sera la capitale de notre nouveau pays, avec les attributs normaux qui en découlent. En quoi la métropole souffrira-elle que des ambassades s'installent dans telle ou telle rue de Québec? En quoi est-ce que ça se ferait « au détriment » de Montréal? Je ne vois pas.

Les leviers fiscaux, les pouvoirs et les actifs comme le Port de Montréal que le Québec souverain pourra récupérer nous permettront de décentraliser bien plus, et d'agir bien mieux, pour la métropole. Au détriment de Québec? Je ne vois pas. Et si nous avions pu, avec des sommes modestes, semblables à celles que nous accordons aux Expos de Montréal, maintenir à Québec son club de hockey, en quoi la qualité de vie des Montréalais en aurait [-] elle été affectée? Je vais vous le dire: elle l'aurait été positivement, car il y avait peu de soirées plus palpitantes, au Forum de Montréal, que celles où les Nordiques venaient y jouer. Cette perte, imposée par la réalité économique, est une perte pour tous les Québécois, y compris pour le grand supporter des Canadiens de Montréal qui vous parle.

Et s'il est vrai que la Chambre de commerce de Québec est mon propriétaire, rue des Braves, je me rends compte que c'est la deuxième fois que je viens vous adresser la parole à vous, alors que je ne suis pas encore allé chez eux... Je sens que la diplomatie m'appellera bientôt à le faire.

Je ne sais pas si je réussirai dans cette tâche mais je veux vous dire qu'un de mes vœux les plus chers est de susciter, dans mes fonctions, une dynamique et une complémentarité plus fructueuse entre la métropole, la capitale et les régions du Québec.

J'aimerais qu'on se réjouisse plus souvent, ensemble, des réussites des uns et des autres, et qu'on compatisse plus, aussi, aux chagrins qui nous frappent ici ou là.